



## **ASIE/PAKISTAN - Initiative de la magistrature pakistanaise dans le cas des trois chrétiennes dénudées et humiliées**

Lahore (Agence Fides) – Dans l'affaire des trois chrétiennes dénudées, raillées et humiliées par des musulmans à Kasur, plus d'un mois après l'épisode, qui a eu lieu le 3 juin et a suscité l'indignation au Pakistan (voir Fides 03/07/2013), la justice a finalement pris une initiative. Ainsi que Fides a pu l'apprendre, après les pressions et les protestations des communautés chrétiennes et de la société civile, les forts appels au monde politique et aux institutions, la Haute Cour de Lahore a pris acte de la question et envoyé un juge du district à Kasur pour mener une enquête sur l'incident. Le juge en question aura pour mission de présenter un rapport dans un délai de deux semaines. La Haute Cour a par ailleurs convoqué les deux parties au tribunal, enregistrant les déclarations et critiquant l'action de la police locale. L'un des accusés, Muhammad Munir, racontant sa version des faits dans le cadre d'une déclaration assermentée, a admis que les trois chrétiennes ont été rouées de coups, dénudées et contraintes à défiler nues dans la ville.

Dans la déclaration parvenue à Fides, Munir admet que la controverse a débuté à cause de l'empiètement d'un certain nombre de troupeaux appartenant au chrétien Shoukat Masih et à son père Sadiq Masih sur le terrain du père de Munir, propriétaire foncier. Convaincu par d'autres, Munir s'est rendu avec 11 autres musulmans au domicile de Shoukat afin de lui donner une leçon. Ne l'ayant pas trouvé, certains ont commencé à frapper les femmes présentes, Arshad Bibi, Sajida Bibi et Sauriya Bibi, les traînant par les cheveux jusqu'au marché où elles ont été dénudées, raillées et humiliées en public. Munir déclare avoir seulement assisté à la scène – se transformant ainsi en témoin oculaire – et de ne pas avoir participé activement aux violences. L'avocat des femmes, Maître Mushtaq Gill, un chrétien, se déclare « satisfait de l'évolution des faits et des dispositions de la Haute Cour ». Maître Gill est Directeur de l'ONG LEAD qui pourvoit actuellement à l'assistance légale gratuite des victimes.

L'épisode est devenu un « cas politique » au Pakistan en ce que le propriétaire foncier en question, Abdul Rasheed, est un partisan connu de la Pakistan Muslim League-N (PML-N), le parti aux affaires tant au Pendjab qu'au niveau fédéral. Comme cela a été indiqué à Fides, le parlementaire Rana Ishaq, membre de l'Assemblée nationale issu des rangs de la PML-N, a défendu publiquement et cherché à aider tant Abdul Rasheed que son fils afin d'éviter qu'ils soient inculpés. (PA) (Agence Fides 17/07/2013)